

La Slovénie

Le dernier-né des États européens

Il est difficile de parler de la Slovénie comme d'une « nation historique » car, avant le XXe siècle, il n'existe ni royaume, ni État slovène. Toutefois, plus que du simple « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la Slovénie est née de l'expression politique d'un droit culturel fort. L'éclosion de la langue littéraire engendra un sentiment national qui ne pouvait pas s'appuyer sur un passé prestigieux mais, que ce soit dans la monarchie habsbourgeoise au XIXe siècle, dans la Yougoslavie des Karageorgévitch ou dans celle du titisme, la vie culturelle slovène a été un prélude à la naissance de l'État.

Si la Slovénie, en tant qu'État, n'existe que depuis le XXe siècle, – 1991 si l'on considère la date de proclamation de son indépendance, 1946 si l'on prend en compte la reconnaissance de la nationalité slovène au sein de la Yougoslavie de Tito –, il ne s'agit pas pour autant d'une construction artificielle, d'un agrégat de peuples réunis dans des frontières arbitraires. Si la Slovénie ne peut revendiquer un passé aussi riche que celui des « nations historiques », une langue, autour de laquelle s'est développée la conscience nationale, permit aux Slovènes de prendre conscience de leur identité, au sein de « l'Autriche intérieure ». Longtemps fidèles à la couronne des Habsbourg, ils espèrent à la fin du XIXe siècle se voir accorder une large autonomie dans le cadre de la formation d'un trialisme « sud slave ». Après la disparition de la double monarchie, les Slovènes rejoignent la Yougoslavie des Karageorgévitch, puis celle de Tito, sans renoncer à leur spécificité linguistique et culturelle. Loin d'être le résultat d'un séparatisme mal fondé, ou de la réussite de forces centrifuges qui auraient fait éclater un État cohérent, l'indépendance récemment acquise par la Slovénie est l'aboutissement sous la forme étatique d'une idée et d'une conscience nationale qui avait été privée de reconnaissance jusqu'alors.

Sommaire :

- Diversité de la géographie slovène
- Des origines aux Habsbourg
- Au cœur de l'Autriche
- Dans la Yougoslavie des Karageorgévitch
- Dans la Yougoslavie de Tito
- Naissance de l'État slovène indépendant
-

Diversité de la géographie slovène

Petit pays de 20 000 km², peuplé de deux millions d'habitants d'après le recensement de 2002, la Slovénie, n'est pas, à la différence de nations « historiques », dotée de frontières naturelles qu'elle aurait dû conquérir au fil des siècles. Son territoire, homogène si l'on considère son peuplement, présente une indéniable variété géographique. On distingue ainsi :

- Une Slovénie méditerranéenne, aux confins sud-ouest du pays, qui comprend un modeste littoral de 44 km sur l'Adriatique et les terres du cours inférieur de la Soja jusqu'à Nova Gorica, aux portes de la frontière italienne. Cette région appelée Primorje (d'un mot qui signifie « près de la mer ») est caractérisée par un sol riche, par des activités viticoles et par la culture de l'olivier. Trieste fut le pôle principal de ce secteur géographique, mais la ville, qui abrite une importante minorité slovène, se trouve en territoire italien. Par conséquent, un autre port a été développé, Koper (anc. Capo d'Istria). Lieu de villégiature très prisé durant la deuxième moitié du XX^e siècle, cette région sert de vitrine nationale à la Slovénie et de nombreux congrès sont organisés à Portoroz, principal pôle d'attraction touristique de ce littoral.
- Une Slovénie alpine, qui occupe une large portion des régions nord et nord-ouest du pays, au sein de laquelle on distingue trois chaînes montagneuses, les Karavankn, qui marquent la frontière avec l'Autriche, les Alpes de Kamnik et les Alpes juliennes, au sein desquelles se trouve le point culminant du pays, le mont Triglav (2 864 m), sommet emblématique, dont une représentation stylisée figure sur le drapeau du pays. L'économie traditionnelle (élevage et sylviculture) est de nos jours concurrencée par les activités liées aux sports d'hiver.
- Une Slovénie dinarique, caractérisée par de vastes massifs forestiers (le bois et son industrie sont des éléments majeurs de l'économie slovène depuis le XIX^e siècle même s'ils tendent à perdre de l'importance à l'heure actuelle) et des zones karstiques sur lesquelles la végétation a été préservée, contrairement aux régions de Dalmatie à la géologie comparable.

Une Slovénie pannonienne, au nord-est du pays, sur les deux rives de la Mura. Ses paysages de plaine ouvrent sur la Hongrie voisine et rassemblent les entités administratives du Prekmurje, Medjimurje, Podravina. La culture céréalière y est largement pratiquée. Existe enfin une Slovénie centrale, difficile à caractériser en termes géographiques, qui rassemble les principales villes du pays, Ljubljana, Maribor et Celje.

Des origines aux Habsbourg

La Slovénie est riche en sites archéologiques qui témoignent d'une présence humaine très ancienne sur son territoire, et de nombreuses découvertes viennent y confirmer la présence de l'Homme de Neandertal. Le mobilier exhumé atteste par ailleurs que les terres slovènes étaient, dès les temps les plus reculés, une zone de contact et d'échanges entre la plaine pannonienne et le nord de l'Italie. Aux alentours de 1400 avant J.-C, les Illyriens s'y installent puis, au premier millénaire, se mêlent aux Grecs implantés dans leurs colonies de l'Adriatique ainsi qu'aux Celtes qui s'installent dans ces contrées.

- 15 : Conquis par les Romains, le territoire de l'actuelle Slovénie est partagé par Auguste en deux provinces, l'Illyricum et le Noricum. Sous la domination impériale, Emona (Ljubljana) et Celeia, (Celje) connaissent un important développement dû à leur rôle d'étapes sur la route commerciale reliant la plaine du Pô à la Pannonie et aux Balkans. La romanisation est forte et la

christianisation, menée sous l'impulsion des évêques, puis des patriarches d'Aquilée, s'y développe à partir de la seconde moitié du IV^e siècle.

Milieu du VI^e siècle : Les Slaves envahissent l'Illyricum et le Noricum : leurs incursions de 549, 550 et 559 sont connues grâce aux écrits de l'historien byzantin Procope de Césarée.

Fin du VI^e siècle : Sous la domination des Avars, avec lesquels ils s'allient, les Slaves poursuivent leurs incursions vers l'Adriatique et s'installent durablement dans la région de Celje et dans celle de Ljubljana.

Vers 623 : Révolte des Slaves contre les Avars. Menés par Samo (mort vers 658), les Slaves parviennent à dominer un territoire qui va de l'Elbe à l'Adriatique. Au sein de cet agrégat, le groupe slovène se distingue par une langue et une organisation « politique » spécifiques. Au sein de « l'empire » constitué par ce marchand franc, les Slovènes fondent un duché de Carantanie, dont le duc est élu par les chefs des principales tribus lors d'une cérémonie qui se déroule au château de Krn (Karnburg). Ce rituel d'intronisation, prononcé en langue slovène, est maintenu jusqu'au début du XV^e siècle.

Vers 740 : Les Carantaniens sont menacés par les Avars de Panonnie. Contre eux, ils s'allient aux Bavarois. Par ailleurs des missions de christianisation sont menées sur les terres carantaniennes sous l'égide de l'archevêché de Salzbourg.

745 : La Carantanie devient vassale des Bavarois.

749 : Baptême de Gozard, duc de Carantanie, qui règne jusqu'en 751.

752-769 : Règne du duc Hotimir qui encourage les missions de christianisation au sein du peuple slovène.

Vers 765 : Révolte antichrétienne en Carantanie.

788 : La Bavière et la Carantanie sont soumises par les Francs. Sous le règne de Charlemagne, les derniers îlots de paganisme disparaissent.

819-822 : Les habitants de Carantanie s'associent à la révolte antifranque du prince croate Ljudevit Posavski. L'échec du soulèvement entraîne la perte d'autonomie du duché qui devient une marche de l'empire carolingien et qui connaît une colonisation franque.

IX^e siècle : Morcellement des terres carantaniennes, constitution de fiefs laïcs et ecclésiastiques et formation de grandes propriétés exploitées par une paysannerie libre ou semi-libre.

881 : L'installation des Hongrois entre le Danube et la Tisza s'accompagne d'incursions en Carantanie.

907 : Défaite des Carantaniens, associés aux Bavarois, face aux Hongrois.

962 : L'empereur Othon crée trois duchés au sein desquels vivent les populations slovènes : Styrie, Carinthie et Carniole.

Entre 972 et 1039 : Rédaction des *Feuillets de Freising*, textes de sermons, découverts au XIX^e siècle dans le monastère de Freising, près de Munich. Il s'agit de la plus ancienne trace écrite de la langue slovène.

XI^e-XIII^e siècles : Des familles de grands vassaux de l'Empire font souche dans les duchés : Eppenstein en Carinthie, Spanheim puis Babenberg en Carniole, Traungau puis Babenberg en Styrie.

XII^e siècle–XIII^e siècles : Expansion monastique : création du monastère bénédictin de Gornjigrad (1140), fondation du monastère de Sticna, premier établissement cistercien de Slovénie (milieu du XII^e siècle), fondation de la chartreuse de Zice (1190).

1260-1273 : La Carniole, la Styrie et la Carinthie échoient, par mariage et par conquête, à Ottokar II Premysl, roi de Bohême, surnommé le « Lion de Bohême ». Il encourage le développement des villes.

Au cœur de l'Autriche

1273-1278 : Rodolphe de Habsbourg, élu empereur en 1273, entreprend avec l'approbation de la Diète impériale la reconquête de la Carniole, de la Carinthie et de la Styrie. En 1278, ses troupes écrasent celles d'Ottokar II qui meurt au combat.

Le destin des terres slovènes est désormais attaché à celui de la dynastie des Habsbourg. Elles constituent une part des possessions héréditaires de la lignée à partir du XIV^e siècle. Les pays peuplés de Slovènes ne sont ainsi plus morcelés ou dispersés, mais en contrepartie l'affirmation du pouvoir central à Vienne entraîne l'affaiblissement de l'autonomie des provinces slovènes. Dans le même temps, la germanisation des terres est entreprise : l'allemand s'affirme comme langue des élites, tandis que le slovène est progressivement relégué au rang de dialecte parlé par la paysannerie.

1342 : Composition par le cistercien Janez Vertrinski du *Liber certarum historiarum*, dans lequel il rapporte les événements survenus en Carinthie entre 1217 et 1339 et décrit le cérémonial traditionnel du couronnement des ducs de Carantanie.

Sous Rodolphe IV (1355-1365) la Carinthie, la Styrie et la Carniole deviennent États patrimoniaux et fiefs indivisibles tenus par la dynastie des Habsbourg.

25 septembre 1379 : partage de Neuberg. Les terres patrimoniales des Habsbourg sont partagées entre les deux branches de la dynastie. Léopold III de Habsbourg (premier membre de la branche cadette, dite léopoldine, des Habsbourg) reçoit la Styrie, la Carniole et la Carinthie. Le morcellement de l'autorité habsbourgeoise permet la montée en puissance d'une lignée de leurs grands vassaux de Carniole, les comtes de Celje.

1380 : Composition du « manuscrit de Celovec » (Klagenfurt), fragment de texte de piété comprenant un Pater et un Credo en slovène, composés par oral vraisemblablement au IX^e siècle.

XIV^e siècle : installation de colons allemands à Gotschee (Kocevje) ; la communauté allemande s'y maintient jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

Fin du XIV^e-XVI^e siècles : Les Turcs multiplient les raids et les pillages sur les terres peuplées de Slovènes, au contact de leurs conquêtes : les chroniques rapportent l'importance de leurs méfaits sur la région de Metlika en 1408 ; environ trente incursions en Carinthie sont dénombrées entre 1468 et 1483, tandis que la Carniole en subit autant entre 1473 et 1508. Quant à la Styrie, elle est ravagée aux alentours de 1480. Les dévastations sont notamment rapportées par Jakob Unrest, curé de Saint-Martin, sur les bords du lac de Vrba, qui écrit, en allemand, deux ouvrages qui portent des titres latins, la *Chronicon carinthiacum* et la *Chronicum austriacum*.

18 mars 1414 : Frédéric III est le dernier souverain à recevoir le titre de voïvode (duc) de Carantanie et à être couronné selon l'antique rituel en slovène, une langue que les élites ne parlent et ne comprennent plus mais dont le maintien lors de cette cérémonie est le reflet du respect porté au particularisme slovène. Ce rituel a été décrit par plusieurs contemporains et également au XVI^e siècle par Jean Bodin dans les *Six Livres de la République* : l'intronisateur est le plus âgé des paysans riches d'un village des environs de Klagenfurt qui dialogue avec le futur duc, habillé en paysan. L'intronisation symbolique a lieu après que le duc s'est engagé à respecter le bien et la justice du duché de Carantanie.

1436-1442 : L'autorité des Habsbourg dans les duchés de Styrie, Carinthie et Carniole est combattue par les puissants comtes de Celje, qui deviennent princes du Saint Empire en 1432

après une union avec les Luxembourg. Ils se soustraient à la vassalité des Habsbourg en 1436 mais se réconcilient avec eux en 1442 en signant une convention d'héritage. Propriétaires de vastes domaines allant jusqu'à la Croatie, forts d'une clientèle et d'une parentèle dont les ramifications s'étendent en Bosnie et en Serbie, les Celje se heurtent aux seigneurs de Hongrie et à la puissante dynastie croate des Frankopan.

1456 : Jean Hunyade, homme de guerre hongrois, régent de Hongrie durant la minorité de Ladislas V, puis capitaine général de l'armée, champion de la lutte contre les Turcs, prend la tête d'une expédition de la noblesse hongroise contre Ulrich II, comte de Celje qui trouve la mort dans ces combats. La lignée est éteinte et les terres des Celje reviennent par héritage aux Habsbourg.

1461 : Fondation de l'évêché de Ljubljana.

1478 : Grande révolte des paysans de Carinthie du fait des trop lourdes redevances prélevées par les propriétaires terriens et d'un changement monétaire effectué à leur détriment : la parité entre le pfennig autrichien et la monnaie traditionnelle, émise par le patriarcat d'Aquilée, est supprimée.

1479 : En l'absence de défense contre les Turcs organisée depuis Vienne, Mathias Corvin – fils de Jean Hunyade, élu roi de Hongrie en 1458 après la mort de Ladislas V – apparaît comme le seul recours devant le péril : fort de ses succès, il s'empare de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole. Après sa mort en 1490, ces conquêtes reviennent aux Habsbourg.

1515 : Réunion des délégués de la paysannerie, organisés en une Union paysanne, à Konjice, pour demander la diminution de leurs charges aux représentants de l'empereur. Après l'échec de l'entrevue, l'Union est interdite par Vienne. S'ensuivent d'importants et violents soulèvements dans toutes les régions slovènes, réprimés sévèrement, notamment à Celje où 2 000 paysans sont tués par les troupes de l'empereur.

Décennie 1520-30 : Les idées de Luther se répandent très rapidement sur les terres slovènes, et des communautés réformées, pour une bonne part constituées de petits nobles et de membres des bourgeoisies urbaines, s'implantent à Graz et à Ljubljana.

1550 : Primož Trubar (1508-1586) prêtre, dont les sermons en slovène à la cathédrale de Ljubljana lui valent une grande renommée, converti au protestantisme, publie un catéchisme et une grammaire élémentaire du slovène, célèbre en son temps, redécouverte à la fin du XVIII^e siècle, devenue ouvrage de référence au XIX^e siècle lors de l'éveil de la langue littéraire slovène. Grand réformateur, pleinement conscient des besoins du peuple, il multiplie les publications à son intention : les premières sont un abécédaire et un catéchisme. En 1564, il publie le *Slovenska cerkovna ordninga*, premier règlement ecclésiastique protestant en slovène.

Deuxième moitié du XVI^e siècle : transcription écrite par Trubar ou par des membres de son

entourage de « kyrieleison », chants de louange en slovène mêlant récits bibliques, éléments du culte populaire et histoire locale (l'un d'eux évoque le couronnement du duc de Carantanie). Les plus anciens remontent à la fin du VIII^e siècle.

1566 : Publication par Sebastijan Krelj, influencé par Trubar, d'une *Bible enfantine* en slovène.

1584 : Parution de la Bible traduite en slovène par Jurij Dalmatin (1547-1589), publiée en 1 500 exemplaires. Elle a été employée plus de deux siècles durant, y compris par le clergé catholique au temps de la Contre-Réforme. La même année, un autre auteur protestant, Adam Bohoric (1520-1600), publie la première grammaire de la langue slovène : elle est rééditée jusqu'en 1758.

1701 : Fondation à Ljubljana de l'*Academia Philarmonicum*, association d'amateurs de musique fondée à l'initiative de l'aristocratie locale.

1713 : Promulgation de la Pragmatique Sanction, règle de succession édictée par Charles VI pour ce qui concerne les possessions héréditaires des Habsbourg, désormais transmissibles aux femmes. En vertu de ces nouvelles dispositions, Marie-Thérèse est désignée comme héritière par son père en 1717. La diète de Ljubljana ratifie cette décision en 1720.

Vers 1750 : Recensement ordonné par Marie-Thérèse : les Slovènes de Carinthie, Carniole et Styrie sont évalués à un peu moins d'un million de sujets.

1740-1780 : Règne de Marie-Thérèse : Développement du réseau routier entre Vienne et Trieste *via* Maribor Celje et Ljubljana. Parallèlement, l'enseignement élémentaire en slovène est encouragé.

1768 : Parution de la *Kraynska Grammatika* (grammaire carnolienne) écrite par M. Pohlin (1735-1801), moine augustin.

Fin du XVIII^e siècle : L'influence de la physiocratie se fait sentir sur les terres slovènes. Des fermes modèles se développent, de même que des sociétés d'agriculture, tandis que l'institut agronomique de Ljubljana est fondé en 1771.

1780-1790 : Règne de Joseph II : Recul de l'enseignement en slovène car l'empereur tente d'imposer l'allemand à tous ses sujets.

1772-1787 : K J Herberstein, évêque de Ljubljana, proche du jansénisme, encourage l'élaboration d'une nouvelle traduction de la Bible en slovène. Elle est réalisée par J. Jalpelj et publiée en 1804.

Dans le même cercle jansénisant, d'autres auteurs publient des livres pieux en langue slovène, notamment des ouvrages d'Antoine Arnauld.

1781 : L'Academia Operosorum, une société savante « éclairée » est fondée à Ljubljana.

Vers 1785 : publication de *l'Histoire des Slovènes* d'Anton Linhart (1756-1795), écrite en allemand. Il traite du duché de Carantanie et des temps carolingiens.

1797 : Valentin Vodnik (1758-1819), prêtre, plus tard professeur au lycée de Ljubljana, poète et littérateur, fonde le premier journal slovène, *Lublanske novice* (Les Nouvelles de Ljubljana). Elles paraissent jusqu'en 1800. Vodnik est par ailleurs l'auteur du premier livre de cuisine publié en slovène (1799) et d'un manuel d'obstétrique paru en 1818.

3 avril 1797 : Après leurs victoires en Italie, les troupes françaises franchissent l'Isonzo et entrent dans Ljubljana où Bernadotte fait afficher des proclamations en slovène affirmant le respect des traditions de la Carniole. Les Français quittent les terres slovènes quinze jours plus tard, après la signature de l'armistice de Leoben.

Début du XIX^e siècle : Avec l'appui du baron Zois, un groupe d'écrivains slovènes s'emploie à répondre à l'appel de Herder en faisant naître une langue littéraire slovène. Membre de leur cercle, Jernej Kopitar (1780-1844) publie (en allemand) en 1808 la première grammaire « scientifique » de la langue slovène *Grammatik des slavischen Sprache in Krain, Kärnten und Steyermark* (Grammaire de la langue slave en Carniole, Carinthie et Styrie).

20 mai 1809 : La guerre entre la France et l'Autriche ayant repris, les troupes de Mac Donald occupent Ljubljana.

Octobre 1809 : Traité de Vienne. Napoléon arrache la Carniole, la Carinthie occidentale, Görz, Raguse, la Dalmatie, une partie de la Croatie et l'Istrie pour les regrouper au sein des « Provinces illyriennes », placées sous la domination française. Elles ont pour capitale Ljubljana où est par ailleurs créé un lycée. L'enseignement de la langue slovène est de nouveau à l'honneur. En dépit des charges liées à la conscription, – 18 000 Slovènes servent dans les armées napoléoniennes lors de la campagne de Russie, l'occupation française inspire à Valentin Vodnik un poème intitulé « la Résurrection de l'Illyrie », qu'il dédie à Napoléon. L'occupation française est également marquée par l'introduction du code Napoléon, et par la généralisation du slovène pour l'enseignement primaire.

1810 : Fondation à Graz d'une assemblée savante, la « Société slovène ». La même année est instituée une chaire d'études slaves au lycée de cette ville. Deux ans plus tard, une chaire de slovène est créée dans l'établissement. Le lycée de Ljubljana en est doté en 1817, celui de Klagenfurt en 1822.

1815-1849 : Le traité de Vienne restitue aux Habsbourg leurs possessions héréditaires. L'Istrie, la Carinthie et la Carniole forment à partir du 3 août 1816 un nouveau « royaume d'Illyrie », simple appellation administrative qui ne s'accompagne d'aucune mise en place d'une autonomie au sein de l'empire d'Autriche.

1817 : Les conséquences des guerres et plusieurs années de mauvaise récolte entraînent une grande famine en Carniole.

1840-1848 : Nombre d'écrivains slovènes, conservateurs (Kopitar) ou libéraux (Preseren) en politique, s'emploient à développer la création littéraire en langue slovène.

1843 : Fondation à Ljubljana du journal *Kmetijske in rokodelske novice* (Les Nouvelles) par J. Bleiweis (1808-1881). Cette feuille traite autant de problèmes agricoles et économiques que politiques. Elle comporte également des publications littéraires. Elle permet la diffusion de la langue littéraire slovène au sein des populations rurales. Plus que la langue, ce journal colporte également dans les campagnes l'idée nationale slovène, encore en gestation.

1844 : France Preseren (1800-1849), tenu pour le plus grand poète slovène du XIX^e siècle publie un poème dont le texte a été repris comme hymne de la Slovénie en 1989.

Au cours de la révolution de 1848, les Slovènes, handicapés par l'absence de droit « historique », ne s'associent guère au concert des nationalités en voie de reconnaissance. Les villes sont calmes et, de fait, les seules revendications sont formulées à Vienne, au sein d'une société d'étudiants, appelée Slovenija. Elle publie un manifeste le 1^{er} avril dans lequel sont demandés l'union de toutes les terres peuplées de Slovènes, la reconnaissance d'une nationalité, l'établissement d'une frontière linguistique, l'égalité des droits de la langue slovène dans l'enseignement face à l'allemand, et l'élévation de Ljubljana comme capitale régionale. Ces revendications, reprises à Graz, Klagenfurt et Ljubljana, ne sont pas entendues. En réaction, les députés slovènes refusent de siéger à la Diète impériale. Au cours des controverses qui l'opposent aux députés allemands, l'avocat Josip Kranjc déclare que « nul n'a le droit de demander aux Slovènes que par crainte de la mort ils doivent recourir au suicide ». Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les revendications slovènes portent sur la reconnaissance de leur langue et sur la mise en place d'une « Slovénie unifiée », perçue comme le seul recours face au danger de l'assimilation.

1849-1860 : Le royaume d'Illyrie disparaît. La Carinthie et la Carniole sont réorganisées sur le modèle des autres provinces de l'Empire, et soumises à l'autorité centralisatrice de Vienne durant la phase du « néo-absolutisme » dominée par la personnalité du ministre de l'Intérieur Bach (1849-1859).

1849 : Création d'une chaire d'études slaves à l'université de Vienne, cinq ans après la mort de J. Kopitar qui s'était fait le chantre de cette revendication.

1853 : Fondation de la société de Saint-Hermangor, par A. Slomsek (1800-1862) prêtre et futur évêque de Maribor (on lui doit le transfert dans cette ville du siège épiscopal de Lavant, ce qui permet de réaliser l'unité des Slovènes du Nord autour de ce nouvel évêché), qui se fixe pour but le développement de la littérature slovène par la publication de livres. Cette maison d'édition « historique » poursuit sa mission de nos jours.

1857 : Inauguration de la Südbahn, la ligne de chemin de fer qui relie Vienne à Trieste par Ljubljana.

1860-1914 : Le rétablissement des diètes locales après le diplôme d'octobre 1860 ne confère que peu d'autonomie aux terres peuplées de Slovènes. Elles sont dotées d'une diète aux pouvoirs locaux et limités. Même en Carniole, où ils sont ethniquement majoritaires, les Slovènes se trouvent en minorité face aux députés allemands et ne peuvent obtenir que les procès-verbaux de la Diète soient établis dans les deux langues.

1860-1870 : Sur le plan économique, cette décennie est marquée par le développement industriel en Carinthie où sont créées une puissante compagnie minière et la compagnie des chemins de fer de Maribor.

1867 : Le compromis qui crée la double monarchie est mal accueilli par les Slovènes, qui n'en tirent aucun avantage : les trois provinces, Carniole, Carinthie et Styrie ne sont pas réunies en une seule entité même si elles se trouvent toutes en Cisleithanie (la partie « autrichienne » du nouvel empire « austro-hongrois », située à l'Ouest de la Leitha). Le Prekmurje n'a pas été détaché de la Hongrie qui y mène une politique d'assimilation. Au lendemain de la partition se constituent deux partis, un parti « vieux slovène » qui adopte pour devise « tout pour la foi, la patrie et l'empereur » et un parti national « jeune slovène » qui se fait l'écho de la revendication de la « Slovénie unifiée » et a pour mot d'ordre « tout pour la nation, la culture et le progrès ».

1873 : Les élections amènent une majorité de députés slovènes au Landtag de Carinthie. Au Reichsrat de Vienne, les Slovènes écartelés en six provinces (ils représentent 93 % des habitants de Carniole, 62 % de ceux du comté de Görzitz, mais seulement un tiers de ceux de Trieste et de ceux de la Styrie, 21 % des habitants de la Carinthie et seulement 14 % de la population de l'Istrie) sont sous représentés. « Vieux Slovènes » et « Jeunes Slovènes » décident de s'unir.

Octobre 1878 : À l'issue de la troisième crise d'Orient, qui débute en juillet 1875 par la révolte de la Bosnie face à la Porte, de la guerre russo-turque (avril-décembre 1877) et du congrès de Berlin qui suit la signature du traité de San Stefano, l'Autriche-Hongrie obtient du concert des puissances le pouvoir d'occuper militairement la Bosnie-Herzégovine qui demeure sous suzeraineté ottomane. Les Slovènes, désireux de voir la double monarchie s'affirmer comme puissance slave et non comme satellite de l'Allemagne unifiée, pensent que cette avancée dans les Balkans est propice à la formation d'une entité « sud slave » au sein de l'empire des Habsbourg. C'est dans cet esprit qu'à la diète de Ljubljana les députés saluent l'« occupation de la Bosnie-Herzégovine dans le ferme espoir qu'ainsi le premier pas est franchi vers l'union de tous les Slaves du Sud de

notre monarchie dans un organisme d'État sous le sceptre des Habsbourg ». Vienne n'entre pas dans ces vues et administre directement la Bosnie-Herzégovine par l'intermédiaire d'un gouverneur.

1892-1896 : La vie politique slovène se développe. Au parti national catholique fondé en 1892 (qui prend rapidement le nom de parti slovène du peuple), marqué par *Rerum novarum*, (encyclique de Léon XIII qui jette les bases de la doctrine sociale de l'Église à l'époque contemporaine) et de recrutement rural, la plus puissante formation politique des Slovènes, mené par l'abbé Korosec (1872-1940), s'ajoute deux ans plus tard le parti national progressiste, plus libéral, plus urbain et plus bourgeois. La création d'une université à Ljubljana fait partie de leurs revendications communes. En 1896 naît à Ljubljana un parti social-démocrate, mais son audience est beaucoup plus limitée que celle des deux autres formations. Catholiques et libéraux se rapprochent par ailleurs des politiques croates pour faire poids dans les revendications « trialistes » : la création d'un troisième pôle, slave, au sein de la monarchie habsbourgeoise, dans la fidélité au trône, même si certains libéraux se laissent séduire par les sirènes du panslavisme et se tournent vers la Russie, mal connue dans les terres slovènes. Le néo-illyrisme qui devient « yougoslavisme » est toutefois refroidi par les résolutions de la coalition croato-serbe qui prévoit des remaniements territoriaux sur la côte (rattachement de la Dalmatie à la Croatie) et ne tient aucun compte des intérêts slovènes. La fidélité à la maison de Habsbourg s'en trouve renforcée et les espoirs slovènes se tournent vers François-Ferdinand, réputé favorable au trialisme.

1914 : Lors de la déclaration de guerre, les Slovènes font montre de la plus grande loyauté vis-à-vis du trône impérial. Le journal du parti national catholique publie même une chanson intitulée « Pendez les Serbes aux saules ».

1915 : Le traité de Londres promet des terres slovènes aux Italiens, ce qui a pour effet de renforcer la loyauté des soldats slovènes au sein de l'armée autrichienne : ils sont pour la plupart versés sur le front de l'Isonzo et défendent âprement leurs terres.

Printemps 1916 : Les députés allemands d'Autriche exigent des liens plus étroits avec l'Allemagne. Sous leur pression, des mesures de germanisation frappent les provinces slovènes qui redoublent leur revendication de voir se créer une entité sud-slave dans la double monarchie.

30 mai 1917 : Une trentaine de députés slovènes du Reichsrat, associés à des parlementaires croates, formulent une revendication « trialiste ». Après avoir porté Korosec à leur tête, cette coalition réclame dans une déclaration « sur la base du principe national, l'unification de toutes les terres de la monarchie habitées par les Slovènes, les Croates et les Serbes en un corps politique unique et autonome sous le sceptre de la dynastie des Habsbourg-Lorraine ».

20 juillet 1917 : Les Slovènes, mentionnés dans la déclaration de Corfou rédigée par le gouvernement serbe en exil et le Comité croate de Londres, n'ont pas joué de rôle dans son élaboration. Elle prévoit leur incorporation dans un État « yougoslave » placée sous le sceptre des Karageorgévitch. Cette perspective est dénoncée par Korosec qui craint la naissance d'une nouvelle « Grande Serbie », mais ce projet reçoit le soutien de l'Entente, alors que les Slovènes n'ont aucun relais international en dehors de l'Empire : la déclaration de Corfou est largement

diffusée par les organes de presse français et anglais tandis que celle de mai est ignorée.

Été–Automne 1918 : Pour échapper à la débâcle de la monarchie habsbourgeoise et éviter de n'être qu'un canot à la remorque de l'entité yougoslave planifiée par le gouvernement serbe en exil, les Slovènes tentent de former leurs propres instances gouvernementales. Le 16 août est créé à Ljubljana un conseil national présidé par l'abbé Korosec ; celui-ci prend ensuite la tête du Conseil national qui se forme à Zagreb avec les représentants des Serbes et des Croates et repousse l'offre de fédéralisme nouveau tardivement proposée par Charles I^{er}. Korosec ne parvient pas à faire reconnaître le Conseil national sur la scène internationale.

Dans la Yougoslavie des Karageorgévitch

1^{er} décembre 1918 : le prince héritier Alexandre de Yougoslavie fait déclarer « l'unification de la Serbie avec les terres de l'État des Slovènes, des Croates et des Serbes en un seul royaume des Serbes, Croates et Slovènes », sous l'autorité du roi Pierre I^{er}. Les Slovènes se rallient à la création de cet État sud-slave et préfèrent l'alliance avec leur voisin balkanique.

1919 : Fondation de l'université de Ljubljana.

10 octobre 1920 : Organisation d'un plébiscite pour déterminer les frontières entre le nouveau royaume et l'Autriche en Styrie et en Carinthie. Les urnes donnent une large majorité à l'Autriche dans ces deux provinces, les Slovènes qui les habitent préférant l'attachement traditionnel au rapprochement avec les Serbes.

12 novembre 1920 : Le traité de Rapallo met un terme définitif au différend frontalier avec l'Italie qui reçoit l'Istrie, Fiume, Zara et l'île de Lagosta.

28 novembre 1920 : Échec du parti de l'abbé Anton Korosec (rallié au yougoslavisme) lors des élections des députés de l'assemblée constituante. Il retrouve son audience aux élections municipales de l'année suivante en infléchissant sa ligne par un programme autonomiste dans le cadre du nouvel État.

28 juin 1921 : Serment du prince Alexandre à la constitution dite du Vidovdan, par référence à la bataille de Kosovo (28 juin 1389), où la Serbie, défaite par les Ottomans, a perdu son indépendance. Ce jour de la Saint-Guy a été mythifié dans l'histoire serbe et utilisé comme symbole à maintes reprises. Les nationalistes serbes interprètent le choix de cette date comme l'acte de naissance d'une nouvelle « Grande Serbie ». Le texte constitutionnel est adopté par 258 des 419 députés de la Constituante mais le texte déçoit les patriotes slovènes qui espéraient la mise en place d'une large autonomie dans un cadre fédéral. Onze députés slovènes formulent un vote favorable, vingt-six s'abstiennent. Primitivement, seul le parti libéral est plutôt favorable au centralisme belgradois, mais peu à peu le parti slovène du peuple, héritier du parti catholique, avec à sa tête Mgr Korosec, se rallie progressivement au régime.

1920-1928 : Korosec, autonomiste à Ljubljana, se fait centraliste à Belgrade et parvient à persuader ses partisans du caractère fructueux de la collaboration avec les Serbes. Il participe à plusieurs coalitions gouvernementales dans les années 1920. Les Slovènes retirent de cette collaboration des avantages indéniables, à commencer par la mise en place d'un système de crédit agricole spécifique, sans pareil dans les autres entités du royaume. Traditionnellement orientée vers l'Autriche, l'économie slovène se développe en direction des Balkans. Ses produits et notamment ceux de la filière bois connaissent une large diffusion dans les provinces pauvres du sud du royaume. Cette période d'expansion permet également à la Slovénie de conforter son avance industrielle, tant dans le domaine du textile que de l'industrie chimique. Les usines sont situées tant à Ljubljana qu'à Celje ou à Maribor.

1923 : Les Slovènes vivant en Italie ne sont guère favorisés par la prise de pouvoir de Mussolini : le centre national slovène de Trieste est incendié par des membres du parti fasciste. En 1923 le slovène est interdit dans les écoles de la Vénétie julienne. La république d'Autriche poursuit quant à elle une politique d'assimilation des Slovènes de Styrie et de Carinthie.

1928 : Première émission de Radio Ljubljana.

20 juin 1928 : En pleine assemblée nationale, un député monténégrin fait feu sur les députés du parti paysan croate. Deux meurent sur le coup ; quant à Stjepan Radic, chef de file de cette formation, il succombe à ses blessures un mois plus tard. Mgr Korosec devient Premier ministre au lendemain de la crise politique provoquée par cet événement.

9 janvier 1929 : Coup de force du roi Alexandre I^{er}. Fin du système parlementaire. Abrogation de la constitution, dissolution des partis, nouvelle organisation territoriale, afin de scinder les entités historiques et de permettre la naissance d'un sentiment national « yougoslave ». Les terres slovènes sont ravalées au rang de « banovine (province) de la Drave ». Démission de Korosec.

1932 : Le parti du peuple slovène publie une déclaration demandant l'autonomie de la Slovénie et la révision des traités pour incorporer dans la Slovénie les minorités slovènes d'Italie, d'Autriche et de Hongrie. Cette prise de position vaut à Korosec d'être interné quelques mois dans l'île de Kres.

19 octobre 1934 : Attentat de Marseille. Alexandre I^{er} tombe sous les balles d'un terroriste macédonien. Un conseil de régence présidé par le prince Paul exerce le pouvoir au nom du jeune roi Pierre II. Le régent renoue le dialogue entre le trône et Korosec.

Juin 1935 : Mgr Korosec est rappelé au gouvernement en tant que ministre de l'Intérieur.

1937 : Josip Broz dit Tito, né de père croate et de mère slovène, devient secrétaire général du parti communiste yougoslave clandestin. Il confie à Eduard Kardelj (1901-1979) la branche slovène du parti.

1938 : Achèvement d'une politique d'essor culturel qui a permis la création d'un Musée national, de la Galerie nationale et du Théâtre national slovène ; l'Académie des sciences et des arts est inaugurée.

1940 : Mort de Mgr Korosec, grande figure politique de la Slovénie pendant plus de quarante ans.

Février 1941. Hitler propose à la Yougoslavie du régent Paul d'adhérer au Pacte tripartite.

25 mars 1941 : Publication de l'adhésion au Pacte. Une clause secrète stipule que la Yougoslavie ne doit pas participer aux opérations de l'Axe et recevra Thessalonique pour prix de son alliance.

25-26mars 1941 : Coup d'État militaire à Belgrade suscité par les services secrets anglais. Le roi Pierre II est proclamé majeur, un nouveau gouvernement est formé autour du général Simovic.

Avril 1941 : Les troupes allemandes franchissent la frontière austro-slovène le 8. Elles occupent Celje, Maribor et Ptuj le 10. Le lendemain, les troupes italiennes commandées par le général Robotti envahissent à leur tour le pays et prennent le contrôle de Ljubljana. Les ministres slovènes suivent le gouvernement en exil, mais jusqu'au 17, Natlacen, gouverneur de Slovénie, tente de former un conseil national apte à parlementer avec les occupants et à représenter la Slovénie. Cette tentative fait long feu. Le maire de Ljubljana, I. Hribar, âgé de 90 ans, se suicide du fait de l'occupation. L'armée capitule le 17 avril.

Fin avril 1941 : Partition des terres slovènes et définition des zones d'occupation. L'Italie reçoit les terres au sud de la Save et Ljubljana, les Allemands s'emparent de la Slovénie « alpine », de Celje et de Maribor, la Hongrie reçoit la région du Prekmurje. Suivant les instructions d'Hitler, une politique de germanisation active est menée en zone allemande, découpée en Oberkrain (Carniole supérieure), rattachée administrativement à Klagenfurt, et en Untersteiermark (Styrie inférieure) placée sous la dépendance de Graz. L'usage en public de la langue slovène est prohibé.

27 avril 1941 : Constitution à Ljubljana d'un « front anti-impérialiste hostile » aux occupants et à toute collaboration. Il rassemble des membres de l'aile gauche du parti de Korosec, des libéraux et des communistes. Parallèlement le front anti-impérialiste devient front de libération.

16 septembre 1941 : Constitution du « comité slovène de libération nationale » dont les missions s'étendent sur le territoire des Slovènes de Yougoslavie et des pays voisins. La mainmise communiste sur ce comité entraîne une lutte non seulement contre l'occupant mais aussi contre tous ceux soupçonnés ou taxés de « collaboration ». Les premiers crimes suscitent l'émoi de la population et la dénonciation de la guerre civile par une majorité du clergé, en premier lieu Mgr Rosman, évêque de Ljubljana. En réaction sont créées des formations armées, les *domobranci* « défenseurs de la patrie » qui se réclament du gouvernement royal mais entretiennent une

véritable guerre civile au cours de leur lutte contre les partisans.

1^{er} mars 1943 : Le front de libération yougoslave publie la déclaration des Dolomites par laquelle les libéraux et les chrétiens sociaux renoncent à toute activité politique autonome et reconnaissent le rôle dirigeant des communistes au sein du front.

Septembre 1943 : Au lendemain de l'armistice signé par les Italiens, Les Allemands occupent les territoires slovènes confiés à leurs anciens alliés, avec l'aide de *domobranци*. La guerre civile entre dans une nouvelle phase.

1^{er}-4 octobre 1943 : Création d'une « assemblée populaire » qui proclame l'annexion à la Slovénie de tout le littoral adriatique et affirme la volonté du peuple slovène de former une confédération avec les autres peuples yougoslaves.

23-29 novembre 1943 : Au cours de la seconde session du conseil de libération nationale, Tito annonce la restructuration de l'État yougoslave dans un sens fédéral et interdit le retour du roi en exil. Josip Vidmar, un intellectuel libéral, représentant la délégation slovène, affirme sa certitude de voir la Slovénie accéder ainsi à l'autonomie politique et administrative.

Septembre 1944 : les conversations de Tito avec le gouvernement yougoslave en exil aboutissent aux accords Tito-Subasic qui permettent au conseil de libération national yougoslave d'être reconnu par les alliés.

Fin 1944-1945 : L'ensemble du territoire slovène est libéré par les unités de partisans. Les quelque 17 000 *domobranци* repliés en Carinthie passée sous occupation anglaise sont renvoyés en Yougoslavie et exécutés en masse.

Dans la Yougoslavie de Tito

7 mars 1945 : Formation à Belgrade d'un gouvernement d'union autour de Tito, comprenant trois représentants du roi.

Printemps 1945 : Une épuration est menée sous l'égide de la police politique, et frappe tant les Allemands installés de longue date en Slovénie que tous ceux sur lesquels pèsent des soupçons de « collaboration ».

5 mai 1945 : Formation d'un nouveau gouvernement local à Ljubljana avec à sa tête Boris Kidric, ancien chef du parti communiste en Vénétie julienne et secrétaire général de la branche slovène du

front de libération.

12 juin 1945 : Les troupes yougoslaves qui occupent Trieste depuis le 1^{er} mai évacuent la ville sur ordre de Moscou après que l'événement a engendré de nombreuses tensions avec les Anglais. En compensation, la région appelée Primorje (littoral) et Koper (Capo d'Istria) sont rattachés aux terres slovènes à titre temporaire.

Été 1945 : démission des trois ministres représentants du roi.

11 novembre 1945 : Élections générales qui aboutissent à l'abolition de la monarchie et à la mise en place d'une république fédérale populaire de Yougoslavie, proclamée le 29 novembre, formée de six républiques fédérées, dont celle de Slovénie qui accède ainsi pour la première fois de son histoire à la reconnaissance politique en tant qu'État tout en cédant ses droits internationaux à la fédération yougoslave. Toutefois, la nationalité slovène est reconnue par la constitution fédérale adoptée le 31 janvier 1946.

Juillet-octobre 1946 : Traité de Paris : règlement frontalier sur le littoral adriatique : une zone A comprenant Trieste et sa région passe sous administration américaine. Tandis qu'une zone B comprenant Koper et Buje est définitivement confiée à la Yougoslavie.

1947 : Mise en application du premier plan quinquennal : pour la Slovénie il prévoit le triplement de la production industrielle et le primat des industries lourdes, avec en parallèle une large campagne de nationalisations.

28 juin 1948 : Résolution du Kominform condamnant Tito et son système. La rupture avec l'URSS s'accompagne de la mise en place d'un nouveau système politique et économique dit d'« autogestion », dont l'un des théoriciens fut le Slovène E. Kardelj. Les nouvelles orientations furent bien perçues en Slovénie, où les populations ressentirent le détachement du bloc de l'Est comme une opportunité de se rapprocher de l'Occident.

Octobre 1954 : Le mémorandum de Londres règle définitivement la question de Trieste. La ville et l'ancienne zone A reviennent à l'Italie tandis que le territoire de la zone B est rattaché à la Yougoslavie. Koper devient officiellement un port slovène, Buje est donné à la Croatie. Cet accord est parachevé par le traité d'Osimo signé en 1975 par la Yougoslavie et l'Italie.

Mai 1955 : Le traité du Belvédère (reconnaissance des frontières de l'Autriche après dix années d'occupation) accorde des droits à la minorité slovène mais ne s'accompagne d'aucune modification de frontière en faveur de la Slovénie.

1950-1960 : Fort développement économique de la Slovénie. Le secteur minier, la métallurgie, les industries chimiques, textiles et agro-alimentaires connaissent une forte croissance, qui assure aux Slovènes le niveau de vie le plus élevé de la fédération yougoslave.

1959 : Grève des mineurs de Tribovlje. L'événement révèle des différences d'appréciation entre les autorités slovènes, favorable au dialogue, et Rankovic, ministre de l'Intérieur « grand serbe », partisan de l'emploi de la force. Ces tensions font naître en Slovénie un ressentiment sur lequel se développe un nouveau nationalisme.

1963 : Promulgation de la nouvelle constitution rédigée pour bonne partie par E. Kardelj et inspirée par une volonté de laisser une plus grande autonomie à chaque république. Les réformes s'accompagnent parallèlement d'une ouverture des frontières qui a pour conséquence le départ de nombreux Slovènes qui vont travailler en Allemagne. Parallèlement les autorités slovènes commencent à dénoncer le montant des allocations fédérales versées aux républiques les moins développées.

Juillet 1966 : Rankovic est écarté du pouvoir. Son départ est suivi d'une augmentation des compétences des républiques en termes de développement économique. Stane Kavcic, Premier ministre de Slovénie, s'emploie à encourager la mise en place d'industries nouvelles (électronique) et à développer le secteur des services.

1969 : Affaire des autoroutes. Le scandale est dû au fait qu'une somme prêtée par la banque internationale du développement pour la création d'autoroutes partant des frontières avec l'Italie et l'Autriche, traversant la Slovénie et aboutissant aux côtes dalmates a été investie par la fédération en Macédoine, au Kosovo et au Monténégro. Le scandale provoque de nombreuses manifestations populaires en Slovénie, dénoncées par Tito et Kardelj.

1971 : En lutte avec la ligue et les instances fédérales, Kavcic est démis de ses fonctions ; il se voit accusé d'avoir mené une politique hostile à la classe ouvrière et encouragé le « séparatisme slovène ».

1974 : Proclamation d'une nouvelle constitution fédérale, encore inspirée par Kardelj : et qui accorde en apparence plus d'autonomie aux républiques.

1974-1980 : la crise économique frappe la Yougoslavie et accentue le déséquilibre entre la Slovénie (8,5 % de la population, 18 % du PIB, 25 % des exportations, et les républiques moins développées du sud.

Février 1979 : Mort d'Eduard Kardelj.

4 mai 1980 : Mort de Tito à l'hôpital de Ljubljana, le plus moderne de toute la Yougoslavie.

1980 : Un groupe nommé Laibach se lance dans la contestation politique par le biais de la musique identitaire. En opposition avec le système politique hérité du titisme et avec le yougoslavisme jugé artificiel, il se revendique de l'influence allemande sur la Slovénie. Interdit, le groupe se voit également refuser le port de son nom. Il parvient toutefois à la notoriété grâce à des accords conclus avec une maison de disques britannique.

1982 : Opposition de l'opinion publique slovène, relayée par la Société des écrivains, contre une tentative serbe d'uniformiser les programmes de littérature et d'histoire dans toute la fédération.

1980-1989 : Les conflits entre « centralisateurs » et « nationalistes » se font plus nombreux au fil de la décennie sur un fond de difficultés économiques accrues depuis le deuxième choc pétrolier : mal ressenties par une Slovénie consciente de ses atouts économique, elles engendrent un profond rejet du centralisme improductif.

1986 : XII^e congrès de la jeunesse socialiste à Ljubljana ; le culte de Tito et l'idéologie officielle sont remis en question.

1987 : Lancement du magazine *Nova Revija* par un groupe d'intellectuels, libéraux et catholiques mêlés : ils réclament le pluralisme politique, l'économie de marché et l'indépendance, dans le maintien de la fédération. Milan Kucan (né en 1941), secrétaire général de la Ligue en Slovénie, décide de tolérer cette publication, dont le propos attise les tensions entre Ljubljana et Belgrade.

Janvier 1988 : Procès devant la cour militaire de Ljubljana de quatre jeunes militaires – par ailleurs rédacteurs de la revue *Mladina* (La Jeunesse) – qui avaient protesté contre l'usage du serbo-croate, langue officielle de l'armée dans leur unité, à la place du slovène. Les débats ont lieu en serbo-croate, ce qui engendre une mobilisation de l'opinion slovène en faveur du programme d'indépendance nationale.

Janvier 1989 : Sous l'impulsion de Milan Kucan, La ligue de Slovénie déclare terminé le temps de la « dictature du prolétariat » et autorise le pluralisme politique. Est fondée le même mois l'Alliance démocratique slovène.

Février 1989 : En réponse aux grands rassemblements en Serbie empreints de nationalisme et de la volonté de mettre les Slovènes au pas, la population de Ljubljana manifeste en masse contre la politique suivie au Kosovo par le gouvernement de Belgrade.

Mai 1989 : Les partis d'opposition publient une déclaration en faveur d'un « État souverain de la

nation slovène ».

Septembre 1989 : Le parlement de Slovénie – composé uniquement de députés issus de la Ligue – vote des amendements réclamant la rétrocession des droits internationaux de la Slovénie. De fait communistes et non-communistes s'entendent dès cette date sur la nécessité de parvenir à l'indépendance, dans un cadre fédéral restructuré voire dans un cadre confédéral nouveau.

Fin novembre 1989 : Le gouvernement slovène refuse le plan économique fédéral basé sur le blocage des salaires et des prix.

Décembre 1989 : L'opposition (libéraux, sociaux-démocrates, Union des paysans, chrétiens-démocrates et Parti vert) se rassemble au sein d'une coalition appelée Demos.

Janvier 1990 : XIV^e congrès de la Ligue. Les délégués slovènes le quittent après avoir exprimé leur rejet des vieux dogmes. Le 23 janvier, après le départ des Croates, il est ajourné *sine die*.

Avril 1990 : Élections libres. La coalition Demos obtient 55 % des suffrages. Le siège de Premier ministre revient au chrétien-démocrate Lojze Peterle. Une consultation complémentaire pour l'élection du président de la république permet l'élection du réformateur Milan Kucan avec 59 % des voix.

Juin 1990 : Cérémonie de réconciliation nationale destinée à apaiser les querelles de la Seconde Guerre mondiale.

2 juillet 1990 : L'assemblée nationale slovène vote une déclaration de souveraineté qui place les lois de la république au-dessus des lois fédérales.

28 septembre 1990 : Vote d'amendements constitutionnels donnant les pleins pouvoirs en matière de défense à la république de Slovénie. Les forces territoriales de défense passent sous l'autorité de Ljubljana. Cette décision se heurte au refus des autorités fédérales qui rejettent également toutes les lois limitant l'autorité du pouvoir central en Slovénie.

23 décembre 1990 : Plébiscite afin de déterminer les nouveaux rapports entre la Slovénie et la Yougoslavie. 88,5 % des votants s'expriment en faveur d'une Slovénie souveraine et indépendante.

Naissance de l'État slovène indépendant

25 juin 1991 : Le parlement de Ljubljana proclame la souveraineté et l'indépendance de la république de Slovénie.

27 juin 1991 : Le gouvernement de Belgrade déclenche les opérations militaires contre la Slovénie. L'armée fédérale prend le contrôle des postes frontières séparant l'Autriche et l'Italie de la Slovénie, et prend le contrôle de l'aéroport de Ljubljana qui est bombardé.

28 juin 1991 : Une médiation proposée par le Luxembourg, l'Italie et les Pays-Bas prévoit la restauration de la Fédération yougoslave, le report de trois mois des déclarations d'indépendance croate et slovène, la reprise des pourparlers avec Belgrade et le départ de l'armée fédérale. Un accord reprenant ces termes est signé le 7 juillet.

7 octobre 1991 : Nouvelle déclaration d'indépendance de la Slovénie.

23 décembre 1991 : Adoption de la constitution de la république de Slovénie qui crée une assemblée nationale de 90 députés élus pour quatre ans par un mode de scrutin proportionnel mêlé de système majoritaire, un Conseil national de 40 membres défendant les intérêts locaux et une fonction de président de la république. La reconnaissance internationale de la Slovénie – à laquelle la France et l'Angleterre sont rétives du fait de leur fidélité à l'alliance serbe et de leur désir de voir maintenue l'unité yougoslave – est en revanche soutenue par l'Autriche, au nom des liens traditionnels qui l'unissent aux Slovènes, bientôt rejointe par l'Allemagne et d'autres pays de la Mittel europa : Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne. Le Vatican l'assure également de son soutien.

15 janvier 1992 : La CEE reconnaît l'indépendance de la Slovénie.

22 mai 1992 : La Slovénie devient membre de l'ONU.

Décembre 1992 : Élections générales en Slovénie : victoire des libéraux-démocrates et nomination du Dr Janez Drnovsek à la tête d'un gouvernement de coalition. Réélection de Milan Kucan comme président de la république.

1992-1996 : La Slovénie se rapproche de l'Occident et s'emploie à développer ses bonnes relations avec la communauté européenne en direction de laquelle son économie s'oriente également. Cette orientation reçoit l'appui de l'Autriche et de l'Allemagne.

Juin 1996 : La Slovénie signe son accord d'association avec l'Union européenne.

31 mars 1998 : Première Conférence d'adhésion à l'Union. Dès lors, tant du fait de la normalisation de sa vie politique, du fonctionnement démocratique satisfaisant de ses institutions que des bons résultats de son économie convertie au marché, la Slovénie ne manque pas de faire figure de « bonne élève » parmi les différents candidats à l'intégration au sein de l'Union européenne.

13 décembre 2002 : Conclusion des négociations avec l'Union européenne lors du sommet de Copenhague.

23 mars 2003 : L'adhésion de la Slovénie à l'Union européenne est approuvée par référendum avec 89,64 % de « oui ».

16 avril 2003 : Signature à Athènes du traité d'adhésion.

1^{er} mai 2004 : La Slovénie devient membre de l'Union européenne.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés